



RÉUNION INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES À L'APPUI DE LA PAIX ISRAËLO-PALESTINIENNE

Office des Nations Unies à Vienne, 27 et 28 juin 2006

DOCUMENT FINAL

1. La Réunion internationale des Nations Unies à l'appui de la paix israélo-palestinienne s'est tenue les 27 et 28 juin 2006 à l'Office des Nations Unies à Vienne, sous les auspices du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Y ont assisté des experts internationaux, des représentants de gouvernements, d'organisations intergouvernementales, d'organismes des Nations Unies, de parlements, de la société civile et des médias.
2. La Réunion a été convoquée par le Comité pour démontrer l'attachement indéfectible de la communauté internationale au règlement de ce conflit qui dure depuis plusieurs décennies, aider à chercher les moyens de stabiliser la situation incertaine dans la région et reprendre les négociations politiques devant conduire au règlement permanent du conflit prévoyant deux États, sur la base des frontières de 1967, conformément à la Feuille de route et aux résolutions 242, 338, 1397 et 1515 du Conseil de sécurité. Les participants ont fait le point de la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, examiné l'état du processus politique et les défis à relever, ainsi que les efforts internationaux en faveur de la paix israélo-palestinienne. La Réunion s'est par ailleurs tenue à un moment marqué par une transition politique majeure pour les Israéliens comme pour les Palestiniens et dans un contexte politique, économique et humanitaire qui continue de se détériorer dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.
3. Les participants sont convenus de la nécessité urgente d'engager de nouveau un dialogue politique véritable entre les parties et se sont dits préoccupés par l'intention, exprimée à maintes reprises, par les responsables israéliens, de prendre des mesures unilatérales. Ils ont demandé à Israël de s'abstenir de prendre toute mesure unilatérale qui porte atteinte aux questions touchant au statut final et compromet une solution négociée prévoyant deux États. À cet égard, ils ont noté la rencontre récente entre le Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et le Premier Ministre d'Israël Ehud Olmert et ont invité instamment les deux parties à reprendre les négociations dès que possible, et à réactiver ainsi le processus politique resté longtemps dans l'impasse. Examinant les efforts pour faire avancer le processus de paix, ils ont en outre noté l'important rôle de facilitateur joué par le Quatuor et les principales parties de la région, l'Égypte et la Jordanie.
4. Les participants se sont dits particulièrement préoccupés par la récente multiplication du nombre des actes de violence et ses effets destructeurs sur l'espoir de paix. Ils ont condamné l'intensification par Israël, la puissance occupante, des frappes militaires, des incursions et des assassinats extrajudiciaires. Ils ont demandé à Israël de mettre un terme à l'invasion de Gaza, de se retirer de la bande et d'interrompre l'escalade de la crise actuelle. Alarmés par le très grand nombre

CPR/IM/2006/12

V.06-55202 (F) 280606 280606

0655202

de civils palestiniens, y compris les enfants, tués ces dernières semaines et étant d'avis que cette escalade exige une enquête internationale impartiale, les participants ont appuyé une demande faite au Secrétaire général pour qu'il facilite une telle enquête. Ils ont également appelé à la fin des attaques à la roquette sur Israël perpétrées par des groupes palestiniens de la bande de Gaza. Ces actes mettent sérieusement en danger les civils et enveniment et déstabilisent la situation déjà fragile. Les participants ont appelé l'attention sur le fait que le cycle de la violence et de la contre-violence devenait incontrôlable et qu'il fallait y mettre fin. Un cessez-le-feu israélo-palestinien global serait peut-être une première étape dans cette direction.

5. Les participants ont condamné la poursuite de la construction du mur dans le territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et autour de Jérusalem-Est, au mépris de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. Ils ont noté le retard mis dans l'établissement du registre des dommages visant à fournir des compensations à ceux qui ont subi des dommages matériels du fait de la construction du mur, et ont invité instamment le Secrétaire général à redoubler d'efforts dans cette direction. Ils ont en outre dénoncé le développement des implantations illégales dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, en violation du droit international et des obligations qui incombent à Israël en vertu de la Feuille de route. Ils se sont dits préoccupés par l'intensification des activités d'implantation à l'intérieur et autour de Jérusalem-Est, y compris les efforts visant à appliquer ce que l'on appelle le "plan E1", ainsi que la situation dans la vallée du Jourdain, où de nouvelles implantations ont été créées récemment. Outre qu'ils sont illégaux et rendent les conditions de vie quotidienne difficiles pour la population palestinienne, ces obstacles physiques dans le territoire palestinien occupé portent atteinte au résultat des négociations sur le statut final et compliquent les efforts visant à créer un État palestinien indépendant et d'un seul tenant.

6. Les participants ont accueilli favorablement l'accord auquel sont parvenus les groupes politiques palestiniens le 26 juin sur le Document de réconciliation nationale (Document des prisonniers). Ils appuient fortement les efforts du Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas qui ont permis de réaliser cet accord. Ils l'exhortent à poursuivre son action visant à unifier toutes les tendances politiques de la société palestinienne et à les convaincre de parler d'une seule voix et de respecter les accords et obligations existants souscrits par l'Autorité palestinienne et l'Organisation de libération de la Palestine.

7. Les participants ont souligné que l'occupation continue du territoire palestinien, qui dure depuis quarante ans, demeure la cause principale du conflit. Ils ont estimé que le règlement final de ce vieux conflit ne saurait se faire sans la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien définis par l'Assemblée générale en 1974, à savoir le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure, le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales, et le droit des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et vers leurs biens, d'où ils ont été déplacés et déracinés.

8. Les participants ont souligné l'importance critique de l'assistance des donateurs internationaux. Parallèlement, ils ont exprimé leur inquiétude face à la décision récente de certains donateurs de suspendre leur aide directe à l'Autorité palestinienne. Ils ont noté les efforts que déployait le Quatuor pour remédier à la situation, en particulier le fait qu'il ait approuvé récemment une proposition de l'Union européenne tendant à créer un mécanisme international temporaire pour la fourniture d'une assistance au peuple palestinien. Ils ont exprimé l'espoir que ces efforts contribueraient à améliorer, dans le territoire palestinien occupé, les conditions économiques et humanitaires qui se détériorent rapidement. Ils ont invité instamment le Gouvernement israélien à respecter les obligations qui lui incombent en vertu du droit international à l'égard de la population civile palestinienne et à lever les restrictions au droit de circuler librement et les autres mesures qui pèsent sur la vie sociale et économique dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, ainsi qu'à reprendre le transfert des recettes fiscales palestiniennes perçues à l'Autorité palestinienne conformément aux accords signés.

9. Les participants ont réaffirmé la responsabilité permanente de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de la question de Palestine, jusqu'à ce qu'elle soit réglée conformément aux résolutions

pertinentes de l'ONU et aux normes du droit international, et jusqu'à ce que les droits inaliénables du peuple palestinien soient pleinement réalisés dans tous les aspects.

Vienne, le 28 juin 2006

* * *